



Conseil économique et social

Distr. générale
14 juin 2005
Français
Original: anglais

Session de fond de 2005

New York, 29 juin-27 juillet 2005

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée aux textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies : progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir

La situation et les perspectives de l'économie mondiale au milieu de 2005**

Résumé

La croissance de l'économie mondiale ralentit depuis le début de 2005. Cette modération semble avoir des effets favorables, ou même être souhaitable, étant donné la surchauffe de la demande et le fait que les limites de capacité sont atteintes dans certains secteurs et dans certaines régions. Néanmoins, des politiques macroéconomiques accommodantes devraient être maintenues dans la plupart des pays afin d'empêcher que la croissance ne ralentisse encore. En même temps, des mesures intérieures et internationales plus actives devraient être adoptées pour redresser divers déséquilibres qui comportent des inconvénients pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Parmi les principaux facteurs limitatifs qui pèsent sur l'économie mondiale, il faut mentionner l'alourdissement des déséquilibres extérieurs entre grandes régions, l'épuisement des effets des politiques de stimulation de l'activité mises en œuvre ces dernières années et le renchérissement de l'énergie et d'autres matières premières. La montée des cours de certains produits de base ne fait que compenser partiellement la tendance séculaire à la baisse de ces cours constatée depuis plusieurs décennies, puisque la plupart demeurent inférieurs à leurs maxima historiques en termes réels. Le renchérissement des matières premières a certains effets négatifs sur les pays développés et les pays en développement qui les importent, mais la majorité des pays

* E/2005/100.

** Le présent document a été soumis tardivement pour tenir compte des résultats de la réunion du Projet LINK tenue du 16 au 20 mai 2005 à l'Université autonome du Mexique, à Mexico.



en développement ont profité de l'augmentation de la demande de matières premières et de leur cours plus élevé. La difficulté est de s'assurer que ce renchérissement n'étouffe pas la croissance mondiale et n'entraîne pas à son tour une chute brutale des cours. Les pays qui produisent et exportent du pétrole et des matières premières se trouvent en outre devant la difficulté de faire le meilleur usage possible de l'augmentation de leurs recettes afin de restructurer leur économie pour en réduire la vulnérabilité aux fluctuations des cours à plus long terme.

La hausse des cours des produits de base donne à penser qu'il existe un écart entre l'offre et la demande dans certains secteurs, ce qui donne lieu à des préoccupations croissantes au sujet de l'inflation. Mais dans l'ensemble, il subsiste encore, dans l'ensemble de l'économie mondiale, des capacités sous-utilisées, comme le montre l'ampleur du chômage et du sous-emploi dans beaucoup de pays, en particulier, mais pas exclusivement, dans la plupart des pays en développement et dans un grand nombre de pays en transition. Comme l'inflation ne fait pas peser actuellement de véritable menace sur l'économie mondiale, les politiques économiques devraient, à court terme, viser surtout l'augmentation de la production réelle et de l'emploi.

Les déséquilibres mondiaux, qui se traduisent avant tout par le très important déficit des comptes courants des États-Unis d'Amérique, continuent à s'alourdir, ce qui accentue le risque d'un ajustement qui se ferait de façon désordonnée sur les marchés financiers et au niveau de la croissance mondiale. Ces déséquilibres résultent de la confluence de facteurs conjoncturels, structurels et institutionnels. Il en résulte qu'une modification générale des taux de change ne suffirait sans doute pas à réaliser le rééquilibrage nécessaire. Diverses mesures, tant dans les pays à déficit que les pays à excédent, à la faveur d'une coordination et d'une coopération internationales, doivent être prises pour éviter une inversion dommageable de ces déséquilibres. À plus long terme, il est impératif de réformer les systèmes monétaire, financier et commercial internationaux, afin de réduire la dépendance de la croissance mondiale à l'égard de la poursuite d'un déficit extérieur aux États-Unis d'Amérique.

Le climat économique international, pour les pays en développement, demeure favorable car le commerce international continue à progresser de façon robuste, les coûts des capitaux d'origine extérieure sont à leur plus bas niveau historique et les apports de capitaux augmentent. Néanmoins, dans les pays les plus pauvres qui n'ont qu'un accès très limité aux marchés et aux centres internationaux, la conjoncture extérieure à elle seule ne suffit pas à apporter l'impulsion qui leur permettrait d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement internationaux. Les responsables des politiques économiques dans les pays développés comme dans les pays en développement devraient donc se hâter d'honorer les engagements pris ces dernières années en fait de développement international, surtout dans le domaine de l'aide publique au développement, de l'allègement de la dette et du commerce international.

La faible croissance de l'emploi et la persistance de taux élevés de chômage et de sous-emploi dans la plupart des pays en développement demeure l'une des principales faiblesses de l'économie mondiale. Il sera difficile de réduire la pauvreté si la reprise de la croissance économique ne se traduit pas par une augmentation de l'emploi. Les gouvernements doivent donc accorder une priorité plus grande à cet objectif de développement qu'est la création d'emplois.

La croissance économique

La croissance économique mondiale avait été de 4,1 % en 2004, et, depuis plusieurs années, elle n'avait jamais été aussi vigoureuse ni aussi largement répartie; elle s'est cependant ralentie en 2005. Cette modération était prévue¹ du fait que l'élan acquis en 2005 avait un caractère conjoncturel qui risquait de ne pas se maintenir, du fait de la convergence de plusieurs facteurs contraires: le renchérissement du brut et d'autres matières premières, l'alourdissement des déséquilibres extérieurs entre régions et l'épuisement progressif des effets des politiques de stimulation de l'activité économique. Pour l'économie mondiale les risques persistent, en particulier ceux qui découlent de l'alourdissement des déséquilibres mondiaux, mais les politiques économiques, dans le monde, demeurent prudentes et assez favorables à la croissance. Le produit brut mondial devrait augmenter de plus de 3 % par an en 2005-2006 (voir tableau 1).

Tableau 1
Croissance de la production mondiale, 2000-2006

(Variation annuelle en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004 ^a	2005 ^b	2006 ^b
Production mondiale ^c	3,9	1,4	1,8	2,6	4,1	3¼	3½
<i>dont :</i>							
Pays développés	3,4	1,0	1,2	1,9	3,3	2½	2½
Amérique du Nord	3,8	0,8	2,0	3,0	4,3	3	3
Europe occidentale	3,5	1,7	1,1	0,9	2,4	2	2¼
Asie et Océanie ^d	2,5	0,4	0,0	1,5	2,8	1¾	2
Pays en transition	8,3	5,7	5,1	7,1	7,6	6	5¼
Europe du Sud-Est et de l'Est	3,7	5,0	4,7	4,2	6,4	5	4½
Communauté d'États indépendants	9,3	5,9	5,1	7,6	7,8	6¼	5½
Pays en développement	5,7	2,4	3,5	4,6	6,6	5¾	5¾
Afrique	3,3	3,4	3,3	4,2	4,5	5¼	5¼
Asie de l'Est	7,7	3,8	6,1	6,0	7,5	6¾	6¾
Asie du Sud	5,2	4,7	4,5	6,6	7,0	7	7
Asie occidentale	5,5	(1,3)	2,5	4,5	6,5	5¼	5
Amérique latine et Caraïbes	4,1	0,5	(0,4)	1,8	5,6	4¼	4¼
Autres groupements de pays							
Pays sans littoral	2,7	4,2	5,1	3,9	5,9	6	6
Pays les moins avancés	4,7	5,1	4,9	4,0	5,0	5½	5¾

¹ Voir par exemple *La situation et les perspectives de l'économie mondiale, 2005* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.05.II.C.2); le présent document met à jour cette publication jusqu'à la fin 2005.

	2000	2001	2002	2003	2004 ^a	2005 ^b	2006 ^b
Petits États insulaires en développement	7,9	0,4	2,2	1,7	5,4	4¼	4½
Afrique subsaharienne ^c	2,7	3,9	3,9	3,2	5,5	5¾	6

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

^a Chiffres résultant en partie d'estimations.

^b Projections faites, en partie sur la base du Projet LINK, collaboration internationale de modélisation économétrique coordonnée conjointement par le Groupe de l'évaluation et du contrôle économique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et par l'Université de Toronto.

^c Calculé sur la base d'une moyenne pondérée des taux de croissance nationaux du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération reposant sur les prix du PIB et sur les taux de change en 2000.

^d Japon, Australie et Nouvelle-Zélande.

^e Nigéria et Afrique du Sud exclus.

Le ralentissement projeté pour 2005-2006 est assez semblable à celui attendu à la fin de 2004, la détérioration étant concentrée presque exclusivement dans les pays développés. La croissance en Europe occidentale devrait être inférieure à ce qui était projeté naguère encore, alors que c'est le contraire dans les pays en développement. L'activité économique dans les pays développés demeure le principal moteur de la croissance mondiale, mais on constate pourtant un certain découplage entre pays développés et pays en développement, qui s'explique en partie par l'évolution du commerce international (voir plus bas) et par le fait que la demande intérieure joue un rôle plus important dans les pays en développement, avec l'apparition de conditions plus stables sur le plan économique, et dans certains cas sur le plan politique, dans ces pays.

Les caractéristiques actuelles de la croissance économique mondiale présentent un aspect inhabituel : elle est largement répartie entre les pays en développement et les pays en transition. Les disparités qui existent de longue date entre les taux de croissance des différentes régions en développement persistent, mais elles se sont un peu atténuées et toutes les régions en développement obtiennent d'assez bons résultats, par comparaison avec les chiffres atteints par elles au cours des dernières décennies. Ce caractère assez général de l'expansion est attesté par le fait que le nombre des pays en développement où le produit par habitant a augmenté de plus de 3 % a doublé entre 2002 et 2004, année où près de la moitié de ces pays, représentant plus de 80 % de la population des pays en développement, entraient dans cette catégorie (voir tableau 2). De plus, cette généralisation de la croissance devrait se poursuivre en 2005 et 2006.

Tableau 2
Fréquence relative des taux de croissance élevés et faibles
du produit par habitant, 2002-2004

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant			Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %		
		2002	2003	2004 ^a	2002	2003	2004 ^a
<i>Nombre de pays</i>							
Monde	159	38	36	16	45	59	83
<i>dont</i>							
Pays développés	33	2	5	–	9	9	15
Pays en transition	19	2	–	–	13	16	18
Pays en développement	107	34	31	16	23	34	50
<i>dont</i>							
Afrique	51	14	17	11	11	16	19
Asie de l'Est	13	1	2	1	7	5	10
Asie du Sud	6	1	–	–	2	3	5
Asie occidentale	13	7	4	2	2	6	7
Amérique latine	24	11	8	2	1	4	9
<i>Pour mémoire</i>							
Pays en développement sans littoral	26	8	6	5	9	11	11
Pays les moins avancés	41	13	14	11	11	11	15
Petits États insulaires en développement	17	6	7	3	1	5	5
Afrique subsaharienne ^b	44	13	17	11	11	12	16
	<i>Part^c</i>	<i>Pourcentage de la population mondiale</i>					
Pays développés	15,5	2,1	1,9	0,0	0,7	1,3	6,3
Pays en transition	5,6	0,2	0,0	0,0	4,7	4,7	5,3
Pays en développement	78,9	8,0	10,5	3,1	34,4	53,5	64,7
<i>dont</i>							
Afrique	13,2	2,3	3,3	1,4	2,5	5,5	5,0
Asie de l'Est	31,0	0,1	0,9	0,8	28,9	27,2	29,7
Asie du Sud	23,4	0,4	0,0	0,0	1,5	18,5	23,4
Asie occidentale	2,8	1,3	0,8	0,6	1,1	1,6	1,7
Amérique latine	8,5	4,0	5,5	0,2	0,4	0,8	4,9
<i>Pour mémoire</i>							
Pays en développement sans littoral	4,9	1,3	1,9	0,9	1,3	1,2	2,5
Pays les moins avancés	10,7	2,0	3,1	2,2	3,3	2,3	5,9
Petits États insulaires en développement	0,8	0,3	0,4	0,2	0,0	0,1	0,1
Afrique subsaharienne ^b	8,2	2,2	3,3	1,4	2,5	2,3	3,6

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dont des estimations de population provenant des *World Population Prospects: The 2000 Revision*, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente E.01.XIII.8 et Corr.1).

^a En partie estimé.

^b Sauf Nigéria et Afrique du Sud.

^c Pourcentage de la population mondiale en 2000.

Dans l'optique de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, un des aspects intéressants de la situation actuelle est la reprise de la croissance en Afrique subsaharienne. Plusieurs de ces pays connaissent en effet actuellement un taux de croissance par habitant d'au moins 3 % par an. Les pays sans littoral, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, dont les ensembles se recoupent, manifestaient également une tendance à une amélioration de la croissance. Tous ces résultats démontrent que des progrès sont possibles même dans les pays où le développement se heurte aux difficultés les plus redoutables. Pour réaliser le taux de croissance nécessaire à une vraie réduction de la pauvreté et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, il faudrait mettre en œuvre, au plan national comme au plan international, un plus grand nombre de mesures complémentaires. Avant tout, le maintien et l'amélioration de la croissance nécessiteront des ressources supplémentaires et une volonté nationale, régionale et internationale de stabiliser la situation politique et de restructurer l'économie, en particulier par une diversification susceptible d'atténuer la dépendance à l'égard des produits de base.

L'environnement économique international

L'environnement économique international reste généralement favorable aux pays en développement : la croissance du commerce international reste ferme et grâce à la hausse des cours des produits énergétiques et des matières premières en 2003 et en 2004, les termes de l'échange de plusieurs pays en développement se sont améliorés tandis que les coûts du financement extérieur n'ont jamais été aussi bas et que les entrées de capitaux augmentent (voir tableau 3).

Tableau 3

Indicateurs de l'environnement économique international, 2003-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
Commerce mondial					
Croissance du volume des exportations mondiales (pourcentage)	11,5	(0,5)	3,8	6,8	10,9
Valeur des exportations en provenance des pays en développement (en milliards de dollars É.-U.)	2 038,7	1 911,0	2 047,9	2 422,2	2 984,1
Déficit commercial des États-Unis (en milliards de dollars É.-U.)	378	362	421	496	516
Cours mondiaux					
Brent (dollars par baril)	28,3	24,4	25,0	28,9	38,3
Matières premières non énergétiques (indice : 2000 = 100)	100	97	97	105	126
Produits manufacturés (indice : 2000 = 100)	100	98	99	107	116
Prix réel des matières premières non énergétiques (indice : 2000 = 100)	100,0	99,1	98,0	98,1	108,6

	2000	2001	2002	2003	2004
Taux de change du dollar des États-Unis					
Indice pondéré en fonction de la valeur nominale des échanges (janvier 1997 = 100)	119,4	125,9	126,7	123,2	113,6
Euro par dollar	1,08	1,12	1,06	0,89	0,80
Yen par dollar	107,8	121,5	125,4	115,9	108,7
Apports de capitaux aux pays en développement (milliards de dollars É.-U.)					
Transfert net des ressources	(186,5)	(153,7)	(205,5)	(274,8)	(353,8)
Aide publique au développement	53,8	52,4	58,3	69,1	78,6
Investissement direct net	148,1	158,6	116,2	132,8	158,3
Taux d'intérêt mondiaux (pourcentage)					
Taux d'intérêt LIBOR ^a	6,6	3,7	1,9	1,2	1,8
Marges sur les obligations des pays en développement (pourcentage)	7,5	8,4	7,8	5,6	4,4

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, d'après le projet LINK et diverses sources internationales.

^a London Interbank Offered Rate.

Le volume du *commerce mondial* a augmenté de près de 11 % en 2004, mais en 2005, avec le recul des importations des principaux pays importateurs – États-Unis, Japon et, dans une moindre mesure, Chine et autres pays en développement asiatiques – cette croissance devrait se ralentir pour passer aux alentours de 8 % et se stabiliser à ce niveau en 2006.

Le récent dynamisme du commerce mondial s'explique par une division internationale du travail de plus en plus marquée. Ainsi, la relocalisation croissante de la production manufacturière mondiale vers la Chine s'est traduite par une croissance annuelle d'environ 30 % du commerce chinois ces deux dernières années, ce qui représente un cinquième de la croissance du commerce mondial en 2004. La hausse des revenus et de la consommation intérieure en Chine – mais aussi en Inde et dans d'autres pays en développement asiatiques – a pour effet d'accroître encore la demande d'énergie et de matières premières, d'où une croissance accrue des exportations, et par là même du produit intérieur brut de nombreux pays en développement.

En dépit de la part croissante des pays en développement dans le commerce mondial, la consommation finale des grands pays développés reste le principal moteur du commerce international. En même temps, les profonds déséquilibres extérieurs entre pays (voir ci-après) et les tensions commerciales croissantes entre les principaux pays commencent à faire peser des menaces tant sur la croissance que sur le nouveau mode des échanges commerciaux et par conséquent sur les perspectives de développement des pays en développement et des pays en transition.

Les *cours du pétrole* ont augmenté en moyenne d'environ un tiers en 2004, hausse qui s'est poursuivie lors du premier semestre de 2005, toutefois, avec le ralentissement de la croissance mondiale, la croissance de la demande de pétrole devrait progressivement se ralentir. Cela devrait se traduire par une détente sur les

cours du pétrole au cours du deuxième semestre de 2005 et, à moyen terme, par un allègement des pressions sur les marchés pétroliers. Néanmoins, dans un contexte de resserrement de l'offre, l'augmentation des capacités ne pouvant se matérialiser que lentement, ces cours devraient rester à des niveaux historiquement élevés et demeurer instables. En dépit d'une récente détente, la demande de pétrole continue de croître à un rythme soutenu et continuera de le faire à moyen terme.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a augmenté ses quotas de production pétrolière d'un demi-million de barils par jour au milieu du mois de mars et à nouveau au début du mois de mai, portant le total à 28 millions de barils par jour. Une augmentation sensible de la production pétrolière iraquienne – qui n'est pas comprise dans le quota de l'OPEP – n'est guère probable à court et à moyen terme. L'accumulation des stocks au début de l'année 2005 a toutefois confirmé l'opinion de l'OPEP selon laquelle l'offre de pétrole était suffisante.

La production de pétrole des pays non membres de l'OPEP devrait pour sa part augmenter de 900 000 barils par jour en 2005, dont environ un tiers en provenance de la Fédération de Russie. Les problèmes administratifs et juridiques qui affectent depuis longtemps les investissements en amont et le financement des infrastructures permettant les exportations de pétrole devraient peser sur la croissance des exportations à moyen terme.

De façon générale, le facteur le plus préoccupant sur les marchés pétroliers reste la faiblesse des capacités de production non utilisées qui, pour le premier semestre de 2005, se situent entre 1,1 et 1,6 million de barils par jour seulement, presque exclusivement en Arabie saoudite. Le fait que les stocks pétroliers régulateurs semblent inadéquats pour faire face à d'éventuels troubles d'origine géopolitique pousse les cours pétroliers à la hausse.

Après des augmentations, mesurées en dollars des États-Unis, de 8 % en 2003 et de 20 % en 2004, les *cours des matières premières non énergétiques* devraient généralement rester inchangés en 2005 et en 2006, toutefois, mesurées en droits de tirage spéciaux, l'augmentation de 2003 a été négligeable et celle de 2004 n'a été que de 13 %, ce qui traduit la dépréciation du dollar par rapport aux autres grandes monnaies tant en 2003 qu'en 2004.

La forte croissance de la demande de matières premières industrielles – minéraux, minerais, métaux communs et matières premières agricoles – en Chine, en Inde et dans les pays développés a été la principale cause de l'augmentation des prix, celle des minerais ayant été la plus marquée. Les prix des matières premières agricoles – denrées alimentaires, boissons tropicales, huiles végétales et oléagineux – ont augmenté en 2004. Il n'y a pas eu de réduction de l'offre, qui aurait été liée aux intempéries ou aux marchés de sorte que ces augmentations sont généralement imputables à une hausse des revenus dans le monde entier.

L'offre mondiale accrue conjuguée au ralentissement de la demande devrait entraîner un recul de 2 % en 2005 et de 4 % en 2006 de l'indice synthétique des prix des produits de base en dollars; mais la baisse des cours des minéraux, des minerais et des métaux ne devrait commencer que plus tard : le prix moyen de ces produits de base devrait augmenter encore de 8 à 9 % en 2005, avant de diminuer de 10 % en 2006. Les cours moyens des denrées alimentaires et des autres matières premières agricoles devraient diminuer tant en 2005 qu'en 2006.

Il existe certains signes de tensions croissantes dans les politiques commerciales internationales, comme le montre l'exemple récent des textiles. L'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements au début de l'année 2005 a eu un impact considérable sur le marché mondial des textiles et des vêtements, bien que cette date ait été convenue il y a une décennie pour permettre aux pays de se préparer aux changements attendus. Suite à l'abolition des quotas au 1^{er} janvier 2005, les exportations de vêtements et de textiles chinois vers les États-Unis d'Amérique et l'Europe ont pris un essor considérable lors du premier trimestre, ce qui a soulevé des préoccupations quant aux répercussions sur la production textile des pays développés et sur celle d'autres pays en développement également exportateurs de textiles. Les exportations de textiles en provenance de Chine vers les États-Unis ont augmenté de plus de 50 % au cours du premier trimestre de 2005; certains des autres importants fournisseurs des États-Unis tels que l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka et le Cambodge ont aussi été en mesure d'accroître leurs exportations. Toutefois, au cours de la même période la valeur des exportations des pays africains recevant un traitement préférentiel en application de la loi des États-Unis en faveur de la croissance de l'Afrique et de son accès aux marchés a diminué de 25 %. Pour remédier à ces difficultés, la Chine a proposé d'imposer des taxes sur les exportations de certains de ses produits textiles tandis que l'Union européenne et les États-Unis ont prévenu qu'ils risquaient d'imposer à nouveau des restrictions sur les importations de textiles chinois. Dans un premier accord bilatéral visant à résoudre ces difficultés, la Chine et les États-Unis sont convenus en juin 2005 de limiter les exportations de textiles chinois à destination de l'Union européenne pour une période de trois ans.

Entre-temps, les négociations sur le Programme de Doha pour le développement se poursuivent au sein de l'Organisation mondiale du commerce en vue de parvenir à des propositions concrètes qui seront examinées par la sixième Conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu en décembre 2005 à Hong Kong, région administrative spéciale chinoise, et en vue de conclure cette série de négociations au plus tard à la fin de 2006. Une série de réunions ministérielles restreintes a permis de redonner de l'élan à ces négociations qui restent toutefois toujours difficiles et n'ont pas progressé assez rapidement de sorte qu'il est urgent d'accélérer ce processus pour que le Programme de Doha pour le développement contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cibles de développement internationalement concertées.

Le calme continue de régner sur les marchés internationaux des capitaux; les pays en développement n'étant pour une fois pas une source de préoccupation. D'après les données les plus récentes, en 2004, les apports nets de capitaux privés à destination tant des pays en développement que des pays en transition dépassaient à la fois ceux de 2003 et les estimations concernant la fin de 2004². Au total ces entrées de capitaux atteignent à nouveau les niveaux records d'avant la crise financière asiatique de 1997, signalant peut-être l'émergence d'une phase ascendante d'un nouveau cycle des flux financiers internationaux à destination de ces pays. Par exemple, en 2004 (voir tableau 3) il y a eu inversement de la tendance à la baisse des investissements directs étrangers vers les pays en développement qui sévissaient depuis trois ans. Les données révisées indiquent en outre une entrée nette

² Voir *Situation économique mondiale et perspectives, 2005*, tableau III.1, et *Enquête économique et sociale mondiale de 2005* (publication des Nations Unies, à paraître), tableau III.1.

de capitaux et d'actions en 2004 au lieu de la sortie attendue et les prêts bancaires n'ont pas autant reculé que prévu. Pour ce qui est de la dette extérieure, le fait le plus marquant est que de nombreux pays en développement ont été en mesure de tirer parti des conditions de financement plus favorables pour la restructurer : la prime sur les taux d'intérêt que paient les pays en développement est à son plus bas niveau et, de plus, le « taux de base », à savoir celui des bons du trésor de référence dans les principaux pays développés, est actuellement au plus bas.

Les conditions qui ont donné lieu à cette augmentation des apports de capitaux aux pays en développement, en particulier le fait que l'on s'attende à ce que beaucoup de pays bénéficiaires continuent de connaître cette croissance solide, sont toujours là, ce qui augure bien de la poursuite de cette tendance positive de ces apports en 2005-2006.

Les données sur l'aide publique au développement en 2004 révèlent une tendance positive analogue et la fin de la baisse qui a caractérisé le début de la décennie (voir tableau 3). L'aide publique au développement continuera d'augmenter en 2005 et en 2006 si les donateurs honorent les engagements qu'ils ont pris. Néanmoins, il est à craindre qu'une proportion trop grande de ces nouveaux fonds d'APD aille à l'allègement de la dette, à l'aide d'urgence et à des activités de reconstruction. Pour ce qui est de l'allègement de la dette, les ministres des finances du G8 sont convenus au début de juin 2005 qu'ils veilleraient à ce que soient disponibles les ressources nécessaires à l'annulation totale de la dette que des pays pauvres très endettés répondant à certains critères de performance ont contractée auprès des institutions financières multilatérales.

En dépit de cette évolution positive concernant les apports financiers nets aux pays en développement, 2004 a été la septième année consécutive d'un transfert net de ressources en dehors des pays en développement, avec un niveau record d'environ 350 milliards de dollars. À l'exception de l'Afrique subsaharienne, toutes les régions en développement, ainsi que tous les pays en transition, ont connu des transferts nets négatifs. Alors que précédemment les transferts nets négatifs résultaient la plupart du temps essentiellement de sorties de capitaux et d'un alourdissement du service de la dette, il est encourageant de constater qu'en 2004 ils sont presque exclusivement dus à une accumulation de réserves en devises par un certain nombre de pays ayant des excédents commerciaux. Toutefois, l'impression d'avoir besoin de ces devises empêche leur utilisation à des fins de développement et favorise leur détournement au profit d'une activité dont la rentabilité est très incertaine et n'est élevée que si ces devises sont utilisées par un pays qui tente avec succès d'éviter des turbulences financières internationales; sinon la rentabilité correspond aux faibles intérêts versés par les institutions financières détenant ces réserves. Comme on le verra, les pays en développement choisissent d'affecter leurs ressources de cette façon du fait de l'existence d'une importante lacune du système financier international, qu'il serait opportun de combler.

Nonobstant la situation relativement calme sur les marchés financiers internationaux, les pays en développement risquent toujours de connaître une détérioration de leur financement d'origine extérieure pour des raisons indépendantes de leur volonté. Le premier risque est associé aux déséquilibres mondiaux. Si l'ajustement à ces déséquilibres intervient de façon désordonnée, les taux d'intérêt sur le marché mondial des capitaux risquent d'être entraînés à la hausse à mesure que la confiance des investisseurs internationaux s'amenuisera. En

second lieu, le resserrement monétaire que connaissent actuellement les grands pays développés risque d'aggraver la situation financière extérieure des pays en développement. Toutefois les pays en développement devraient être moins vulnérables à de tels facteurs extérieurs, les soldes des opérations courantes de la plupart d'entre eux s'étant améliorés ainsi que la situation de la dette extérieure de certains d'entre eux.

Pour les pays plus pauvres ayant un accès limité aux marchés financiers internationaux, cette amélioration de la situation extérieure à elle seule n'imprime pas une impulsion suffisante à la réalisation des objectifs de développement internationalement concertés. Comme l'a demandé le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous » présenté à l'Assemblée générale en septembre 2005 (A/59/2005), les responsables politiques tant des pays en développement que des pays développés devraient par conséquent accélérer l'application des engagements internationaux qu'ils ont pris ces dernières années en matière de développement, en particulier accroître leur aide publique au développement et veiller à ce que le programme de négociations commerciales multilatérales en faveur du développement convenu à Doha soit mis en œuvre sans retard et de façon équitable.

Les politiques macroéconomiques

La majorité des pays – qu'il s'agisse des pays développés, des pays en développement ou des pays en transition – connaissent une hausse modeste de l'inflation, due essentiellement à l'augmentation des prix du pétrole et de certaines matières premières, mais aussi à l'importance de la demande de la part de certains pays où la croissance économique est rapide. Dans de nombreux pays, les taux d'inflation demeurent bas en comparaison des niveaux qu'ils avaient atteints au cours des dernières décennies et ne dépassent pas les limites fixées par la banque centrale. Les pays qui se sont caractérisés par des taux d'inflation relativement élevés dans les années 90, par exemple certains pays d'Amérique latine et de nombreux pays en transition, ont continué de juguler l'inflation. Pour ce qui est des quelques pays ou régions qui ont récemment traversé une phase de déflation, la Chine et la Région administrative spéciale de Hong Kong ont réussi à inverser la tendance, mais le phénomène sévit toujours au Japon. Dans l'ensemble, l'inflation ne constitue donc pas une menace du point de vue des perspectives mondiales.

Si la situation des prix ne présente dans l'ensemble pas de danger, l'augmentation très marquée des prix de l'immobilier dans plusieurs pays développés est jugée de plus en plus préoccupante. Le prix du logement n'est normalement pas pris en compte dans les mesures de l'inflation, mais il est directement lié aux conditions monétaires et aux équilibres macroéconomiques. Les bulles spéculatives qui peuvent se former au niveau des prix de l'immobilier provoquent quand elles éclatent un choc considérable sur l'économie, comme c'est le cas avec les avoirs financiers. Les avis divergent quant à savoir si les autorités monétaires devraient ou non tenir compte du prix du logement dans leur politique, mais on ne saurait en tout cas ignorer les risques associés à la flambée des prix de l'immobilier.

La répercussion limitée de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières sur l'ensemble des prix et sur l'inflation tient essentiellement à deux facteurs : l'intensification de la concurrence internationale et la mauvaise situation de l'emploi au niveau mondial, qui pèse à la baisse sur les salaires. De fait, en dépit d'une croissance économique marquée en 2004, le taux de chômage demeure élevé dans le monde entier, même si l'on observe quelques progrès lents et limités dans certaines régions (voir tableau 4). Sur la base des données partielles dont on dispose sur l'emploi et le chômage dans les pays en développement, on estime qu'il y a eu seulement 500 000 chômeurs en moins dans le monde en 2004 (184,7 millions de chômeurs au total contre 185,2 millions en 2003)³. Après trois années consécutives de contraction, l'emploi mondial a connu une hausse de 1,7 % en 2004, alors que la production mondiale continuait d'augmenter sur l'ensemble de la période. Cette faible corrélation entre l'emploi et l'augmentation de la production devrait se confirmer en 2005 et en 2006. Certes, les perspectives économiques mondiales laissent espérer une amélioration de la situation, mais la plupart des pays connaîtront toujours un excès structurel de main-d'œuvre. L'enjeu est donc de faire en sorte que la croissance vigoureuse de la production mondiale observée à l'heure actuelle s'accompagne d'une création nette d'emplois.

Tableau 4
Taux de chômage par région et dans certains pays développés, 2002-2004

(En pourcentage)

Région	2002	2003	2004
Monde	6,3	6,3	6,1
<i>Pays développés</i>	6,8	7,4	7,2
Europe des Quinze	7,6	8,0	8,0
États-Unis	5,8	6,0	5,5
Japon	5,4	5,3	4,7
Europe du Sud-Est et CEI	9,4	8,4	8,3
<i>Régions en développement</i>			
Asie orientale	4,1	4,1	4,0
Asie du Sud	4,8	5,0	5,0
Asie occidentale	9,4	9,4	9,3
Amérique latine et Caraïbes	9,4	9,3	8,6
Afrique subsaharienne	10,2	10,2	10,2

Source : OIT, *Global Employment Trends*, BRIEF, février 2005, p. 8; certains agrégats régionaux ont été communiqués directement par le secrétariat de l'OIT.

La politique monétaire demeure souple dans la plupart des pays développés mais la politique de stimulation adoptée lors du dernier ralentissement est progressivement abandonnée au profit d'une politique plus neutre. Les taux d'intérêt nominaux à court terme sont de 3 % aux États-Unis, de 2 % dans la zone euro et de 0 % au Japon, mais les taux d'intérêt réels à court terme tournent autour de zéro aux

³ OIT, *Global Employment Trends*, BRIEF, février 2005, consultable sur <<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/download/get05en.pdf>>.

États-Unis et dans la zone euro et sont légèrement positifs au Japon. Ainsi, la stimulation monétaire a toujours cours, mais son intensité dans les principaux pays développés est l'inverse de ce qu'indiquent les taux d'intérêt nominaux. Si l'on tient compte de l'impact des fluctuations du taux de change, les conditions monétaires ont tendance à être plus souples aux États-Unis et quelque peu plus rigoureuses dans la zone euro et au Japon. L'appréciation du dollar à la fin du mois de mai 2005 a atténué cet effet, mais de manière générale, la politique de stimulation de l'activité est plus affirmée aux États-Unis que dans la zone euro ou au Japon.

La logique actuelle consiste à mettre progressivement fin à cette politique de stimulation, ou à s'y préparer. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a relevé ses taux de 200 points de base depuis juin 2004 et devrait encore les augmenter de 100 points de base, portant ainsi les taux d'intérêt à court terme à 4 %. Dans la zone euro, la politique suivie est la même depuis juin 2003. Étant donné la faiblesse de la croissance dans la région, certains analystes recommandent une réduction des taux d'intérêt, mais beaucoup pensent qu'en fait, la Banque centrale européenne commencera à relever les taux d'intérêt à un niveau plus neutre vers la fin de 2005. La Banque du Japon devrait maintenir son taux d'intérêt à zéro et se fixer un objectif quantitatif hétérodoxe jusqu'à ce que le pays sorte de la spirale déflationniste. Parmi les pays en développement, nombreux sont ceux, en particulier en Asie, qui donnent une orientation plus restrictive à leur politique monétaire en réponse à l'accélération de leur croissance et dans la crainte de l'inflation.

Au niveau mondial, la politique budgétaire devrait être généralement moins incitative en 2005 et 2006 qu'en 2004. Les budgets nationaux sont en déficit dans l'écrasante majorité des pays et la plupart des gouvernements ont annoncé leur intention d'améliorer la situation. L'augmentation du prix du pétrole a eu pour effet d'augmenter les recettes publiques de nombreux pays exportateurs de pétrole, mais aussi de creuser les déficits de plusieurs pays importateurs, en particulier les pays en développement qui ont accordé des subventions pour atténuer l'impact de la hausse du prix du pétrole.

Déséquilibres mondiaux

Les déséquilibres mondiaux sont de plus en plus importants et le déficit du compte courant des États-Unis devrait s'aggraver et passer de 650 milliards de dollars en 2004 à plus de 700 milliards de dollars en 2005 pour rester dans cet ordre de grandeur en 2006. Les déséquilibres mondiaux ont trois composantes : cyclique, structurelle et institutionnelle.

L'augmentation des déséquilibres mondiaux au cours des dernières années tient en partie à des facteurs cycliques. Par exemple, la flambée du prix du pétrole depuis 2003 et la politique incitative mise en œuvre pour sortir l'économie américaine du ralentissement cyclique qu'elle a connu en 2000-2001 a eu pour effet de creuser le déficit du compte courant. En même temps, plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine ont reconstitué leurs avoirs en devises, dont le niveau était au plus bas à la suite des différentes crises internationales qui ont marqué la dernière décennie.

Les États-Unis attirent les capitaux en raison d'un certain nombre de facteurs structurels, par exemple la faiblesse du taux d'épargne intérieure ou la période prolongée pendant laquelle les États-Unis ont connu une croissance de leur PIB plus

forte que l'Europe et le Japon. Il y a également eu des changements structurels dans la politique budgétaire des États-Unis, comme les réductions d'impôts ou l'augmentation du budget de la défense et de la sécurité intérieure. Plusieurs pays exportateurs de pétrole ont aussi systématiquement – et pas seulement récemment à l'occasion de la hausse du prix du pétrole – recyclé une partie de leurs revenus aux États-Unis. Ces flux de capitaux s'expliquent essentiellement par le fait que le marché financier américain est l'un des plus développés au monde, avec une grande variété d'instruments financiers offrant sécurité et liquidité. L'intégration mondiale du commerce et des finances a également favorisé ces flux de capitaux. Autre facteur structurel, la stratégie de développement axée sur les exportations qu'ont adoptée de nombreux pays en développement, en particulier en Asie, a donné lieu à des excédents extérieurs durables dans ces pays, et donc à des déficits chez leurs partenaires commerciaux, y compris les États-Unis. La recherche d'une balance commerciale excédentaire et l'accumulation connexe d'avoirs en devises au-delà des niveaux jugés normalement prudents s'expliquent en partie par la volonté d'être moins vulnérables en cas de crise financière internationale.

Enfin, des facteurs institutionnels, en particulier les arrangements monétaires internationaux, contribuent aux déséquilibres mondiaux. Le dollar des États-Unis est une monnaie d'échange, une réserve de valeur et une unité de compte pour la plupart des opérations commerciales et financières internationales. Dans un tel système monétaire international, la demande mondiale de dollars des États-Unis, la « monnaie mondiale », suit en principe l'augmentation de la valeur des flux commerciaux et financiers internationaux. Cela implique que les États-Unis accusent un déficit de leur balance des paiements (mélange du compte courant, du compte de capital et du compte financier) pour satisfaire les besoins de plus en plus importants de liquidités de l'économie mondiale. Le système permet donc aux États-Unis, en leur qualité de pays émetteur de la monnaie de réserve internationale, d'accuser un déficit extérieur permanent.

Chaque composante des déséquilibres mondiaux a des conséquences différentes sur l'économie mondiale en termes de durabilité, d'efficacité et d'équité. Par exemple, étant donné les arrangements monétaires internationaux en vigueur, seul un déficit conséquent et toujours croissant de la balance des paiements des États-Unis peut dégager les liquidités supplémentaires qui seront nécessaires pour soutenir la croissance de l'économie mondiale. Dans le même temps, la part des déséquilibres imputable aux écarts structurels entre pays pourrait également se maintenir tant qu'il y aura des différences entre pays en ce qui concerne des facteurs comme les tendances démographiques, les taux d'épargne, la croissance de la productivité ou la jouissance d'un accès stable aux financements extérieurs qui sont à l'origine des flux internationaux d'avoirs financiers et d'autres ressources.

De même, chaque composante a des conséquences politiques différentes pour l'ajustement des déséquilibres mondiaux. La composante cyclique, par exemple, devrait s'ajuster naturellement sous l'influence des forces cycliques correspondantes : si le prix du pétrole baisse, le déficit commercial des États-Unis devrait diminuer. En revanche, pour ajuster la composante structurelle des déséquilibres, il faudrait prendre des mesures à la fois dans les pays déficitaires et dans les pays excédentaires pour réduire les écarts structurels entre eux, et seules des réformes du système monétaire international permettront de venir à bout des déséquilibres dus aux facteurs institutionnels.

L'idée qu'il serait possible de rééquilibrer l'économie mondiale en modifiant les taux de change est essentiellement fondée sur le fait qu'une dépréciation du dollar rendrait les biens produits aux États-Unis moins chers, incitant ainsi les consommateurs américains à préférer les produits nationaux aux produits importés. C'est le contraire qui se passerait dans les pays excédentaires, et les déséquilibres extérieurs devraient donc s'atténuer. Cependant, comme indiqué plus haut, de nombreux autres facteurs que les prix relatifs des biens échangeables expliquent les déséquilibres, en particulier dans le cas de la monnaie de réserve dominante. Une dépréciation du dollar ne suffira donc probablement pas à ramener les déséquilibres mondiaux à un niveau acceptable dans des délais raisonnables.

Après avoir atteint un maximum en 2001, le dollar des États-Unis s'est considérablement déprécié par rapport à plusieurs autres grandes monnaies, mais le déficit extérieur américain a pourtant continué de se creuser. Certains analystes estiment que cette dépréciation générale s'est révélée inefficace parce que les taux de change les plus pertinents n'ont pas changé : plusieurs pays en développement excédentaires (par exemple la Chine) ont aligné leur monnaie sur le dollar ou sont intervenus pour empêcher leur monnaie de s'apprécier suffisamment. Toutefois, plusieurs monnaies asiatiques se sont déjà appréciées de manière marquée. Dans le cas de la Chine, la fixité de la monnaie nationale par rapport au dollar des États-Unis n'est que la prolongation d'une politique à long terme qui a été maintenue lorsque le dollar était fort. Enfin, d'autres facteurs, en particulier les vastes flux de capitaux à destination de la quasi-totalité des pays d'Asie, ont contribué à l'accumulation de réserves de devises en Asie; dans la théorie comme dans la pratique, tout montre que l'appréciation d'une monnaie dans un contexte d'afflux massif de capitaux comporte des coûts importants.

On s'attend en tout cas à ce que de nombreux pays excédentaires adoptent des politiques plus souples en matière de taux de change, ce qui pourrait contribuer au rééquilibrage mondial, bien que, pour des raisons analysées ailleurs⁴, cela n'aura probablement pas d'effet important sur le déficit extérieur des États-Unis. Par exemple, le yen s'est considérablement apprécié par rapport au dollar depuis le milieu des années 80 et pourtant son excédent commercial avec les États-Unis continue d'augmenter.

La plupart des analystes et décideurs craignent de plus en plus que le déficit du compte courant des États-Unis ne soit pas viable à terme. Cependant, cette viabilité ne dépend pas seulement de ce déficit mais aussi des avoirs étrangers nets des États-Unis. La différence entre les avoirs étrangers nets des États-Unis et l'accumulation dans le temps des déficits de leur compte courant tient à l'évolution de la valeur de ces avoirs, qui est fonction à la fois de leur prix et des taux de change. Ainsi, la baisse du marché des actions aux États-Unis en 2000-2001 s'est accompagnée d'une réduction de la valeur des avoirs étrangers des États-Unis. Au contraire, la dépréciation du dollar des États-Unis au cours des dernières années a entraîné une valorisation appréciable de leurs avoirs étrangers (puisque'ils sont libellés en monnaie étrangère) par rapport à leur passif extérieur (libellé en dollars), ce qui a pour effet de réduire le montant net de la dette des États-Unis. Bien que la dépréciation du dollar n'ait pas limité le déficit extérieur des États-Unis, elle a donc malgré tout renforcé leur position de ce point de vue en réduisant la valeur de leur passif net. Par ailleurs, même avec un passif extérieur d'un montant net de plus de

⁴ Voir *World Economic Situation and Prospects 2005*, p. 16 et 17.

2 000 milliards de dollars, les recettes que perçoivent chaque année les États-Unis grâce à leurs avoirs étrangers ont toujours été supérieures aux sorties dues à leur passif extérieur.

Grâce au rôle joué par le dollar en tant que monnaie de réserve internationale et étant donné que sa dépréciation tend à réduire la valeur du passif extérieur net des États-Unis, les ajustements qui s'imposent au niveau du déficit du compte courant des États-Unis, à travers le secteur réel, c'est-à-dire les importations et l'épargne, sont moindres. Cependant, l'ajustement par la valeur ne saurait remplacer un ajustement au niveau du secteur réel, faute de quoi on pourrait assister à une érosion de la confiance dans le dollar comme monnaie de réserve internationale.

Face à l'inefficacité des ajustements par le taux de change, il importe de rechercher d'autres solutions, par exemple des politiques plus expansionnistes pour stimuler la croissance et la demande en Europe et au Japon afin de réduire l'écart entre leurs fondamentaux économiques et ceux des États-Unis. Cependant, c'est en vain que l'Europe et le Japon ont essayé d'augmenter la croissance et la demande au cours de la dernière décennie. D'autre part, la réduction des déséquilibres mondiaux par une répartition plus équilibrée des avoirs financiers et des ressources entre les pays développés n'aura pas d'effet sur le fossé entre les riches et les pauvres dans le monde. Il serait donc préférable de rechercher un rééquilibrage de l'économie mondiale du côté de la croissance dans les pays en développement et d'une moindre dépendance de la croissance mondiale par rapport à une demande financée par la dette et le déficit extérieur des États-Unis.

Situation et perspectives régionales⁵

Parmi les pays développés, les *États-Unis* devraient connaître une croissance de 3 % en 2005 et 2006, alors qu'elle avait été de 4,4 % en 2004. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement : l'alourdissement des déséquilibres extérieur et intérieur, le renchérissement du pétrole, l'orientation plus restrictive donnée à la politique monétaire et moins stimulante donnée à la politique budgétaire, une décélération de la croissance de la productivité et la conjugaison d'une faiblesse de l'épargne des ménages et d'un endettement grandissant de ceux-ci. En revanche, une certaine amélioration, encore lente, de l'emploi, l'abaissement des coûts financiers, la forte position financière des entreprises et la dépréciation du dollar devraient continuer à favoriser l'investissement des entreprises et les exportations, prévenant ainsi une décélération excessive de l'économie. Les principaux inconvénients de la situation ainsi projetée sont un important déficit du compte des opérations courantes, un lourd déficit budgétaire et une inversion probable de l'escalade rapide des prix de l'immobilier.

L'économie *canadienne* a connu une croissance légèrement inférieure à son potentiel, s'ajustant à l'appréciation du dollar canadien, au renchérissement de l'énergie et des matières premières autres qu'énergétiques et à une concurrence croissante de la part des pays en développement dans le secteur manufacturier et les

⁵ On trouvera des informations plus détaillées sur l'évolution de la situation macroéconomique et sur les perspectives dans chacune des régions dans les documents présentés à la réunion du Projet LINK, en particulier dans le rapport du Secrétariat intitulé « Global Economic Outlook » que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <<http://www.un.org/esa/policy/link/index.html>>.

services. La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance du PIB : elle devrait être de 2¼ à 2¾ % en 2005 et 2006.

Malgré des poussées périodiques d'accélération, la croissance économique au Japon demeure lente. Le PIB devrait augmenter de moins de 2 % en 2005 et de 2 % environ en 2006. Pendant ce temps, l'économie ne s'est pas encore sortie d'une période prolongée de déflation. L'indice de confiance des consommateurs et certains autres indicateurs précurseurs donnent à penser qu'une reprise de la consommation privée est en cours, la situation de l'emploi s'améliorant lentement et les revenus des ménages ayant cessé de diminuer. Les profits des entreprises et les investissements du secteur privé continuent à augmenter, mais le sentiment des chefs d'entreprise reste orienté à la prudence, car la croissance, au Japon, reste fortement dépendante de la demande extérieure.

Du fait de conditions extérieures favorables, l'Australie comme la Nouvelle-Zélande ont à nouveau évité un ralentissement prévisible de la croissance. Cependant, du fait de contraintes de capacités de plus en plus marquées, d'une pression inflationniste et d'un affaiblissement attendu du secteur immobilier, d'une appréciation de la monnaie et de vastes déficits des opérations courantes, la croissance économique dans les deux pays devrait se ralentir en 2005-2006.

Après des résultats médiocres durant le deuxième semestre de 2004, la croissance, en Europe occidentale, devrait reprendre progressivement au cours de l'année 2005 et au début de l'année 2006. La situation au milieu de 2005 est incertaine en dépit d'estimations préliminaires donnant à penser que le PIB devrait avoir enregistré une reprise au premier trimestre. Même avec une nouvelle amélioration prévisible au cours du second semestre de l'année, la croissance moyenne en 2005 sera inférieure à ce qu'elle était en 2004 – dans l'Europe des 15, elle serait de 2 % après avoir été de 2,2 % en 2004, la projection pour 2006 étant de 2¼ %. La croissance devrait s'appuyer sur une contribution grandissante de la demande intérieure, stimulée par un affaiblissement prévisible des cours du pétrole, mais la faiblesse des exportations nettes devrait continuer à freiner l'activité, car la croissance mondiale se ralentit et la compétitivité demeure menacée par une nouvelle appréciation de la monnaie.

La croissance dans les nouveaux pays membres de l'Union européenne devrait se ralentir à 4¼ % en 2005. L'effet bénéfique immédiat de l'entrée dans l'Union européenne s'est révélé plus appréciable que ce qui était prévu, car le démantèlement des dernières barrières commerciales a stimulé les exportations. Bien que les monnaies des pays de la région, en général, demeurent fortes du fait des entrées de capitaux, la croissance des exportations devrait continuer, grâce à l'augmentation de la productivité, qui maintiendra la compétitivité de ces pays. Néanmoins, la précarité de la demande dans l'Union européenne réduira la croissance des exportations alors que la croissance plus lente des salaires réels aura pour effet de modérer la consommation privée. La mise en œuvre des projets liés à l'Union européenne et les investissements étrangers directs devraient soutenir la croissance des investissements, les entreprises des pays de l'Europe des 15 continuant à transférer des activités industrielles vers les nouveaux membres de l'Union, dans leur souci de réduire les coûts de production.

Un certain ralentissement est prévisible dans les pays de l'Europe du Sud-Est en 2005, mais la croissance devrait rester plus vigoureuse que dans les nouveaux membres de l'Union européenne, car elle sera stimulée à la fois par de vigoureuses

exportations et par une solide demande intérieure, en particulier par l'investissement. L'entrée dans l'Union européenne demeure un objectif politique majeur de plusieurs des pays de cette sous-région.

La croissance dans les pays de la *Communauté d'États indépendants (CEI)* devrait se ralentir en 2005 et 2006, mais rester supérieure à 5 %. La croissance s'explique surtout par la hausse de la demande et des cours mondiaux du pétrole, des politiques macroéconomiques favorables, une demande intérieure vigoureuse, la progression des investissements étrangers et l'augmentation de la formation de capital fixe, principalement dans les industries extractives des pays qui exportent des matières premières. En Fédération de Russie, la croissance a dépassé 7 % au cours des deux années précédentes mais s'essouffle un peu en 2005, sous l'effet en partie des effets tardifs de l'appréciation réelle cumulée du rouble et de l'augmentation des coûts de production. Les dépenses des ménages devraient de nouveau être un facteur de croissance en Fédération de Russie en 2005 et 2006. La croissance dans les autres grands pays de la région a également commencé à ralentir au début de 2005 mais devrait être alimentée par la demande intérieure.

En *Afrique*, la croissance économique devrait s'accélérer, pour dépasser 5 % en 2005, poursuivant ainsi la tendance à l'accélération des dernières années. La croissance sera entraînée par l'augmentation du volume des exportations de pétrole, le renchérissement du pétrole, qui devrait rester aux niveaux élevés de l'an dernier, la vivacité de la demande de produits de base autres que le pétrole et leur cours favorable et le dynamisme de la demande intérieure dans la plupart des pays. Et surtout, le nombre des conflits dans le continent africain est en diminution constante depuis plusieurs années. Plusieurs pays ont profité d'une forte croissance des recettes touristiques, qui reflète la croissance des revenus dans le monde et est également l'effet la conséquence des retombées du raz-de-marée qui a frappé plusieurs pays d'Asie en décembre 2004. L'expiration, le 1^{er} janvier 2005, de l'Accord GATT/OMC sur les textiles et les vêtements a également commencé à réduire les exportations, les revenus et l'emploi dans plusieurs pays (voir plus haut). La croissance devrait s'accélérer dans presque tous les pays d'Afrique du Nord en 2005.

La croissance du PIB en Afrique subsaharienne, à l'exclusion du Nigéria et de l'Afrique du Sud, devrait se rapprocher de 6 % en 2005 et 2006, taux qui n'a jamais été atteint depuis au moins 10 ans. La croissance en Afrique du Sud devrait augmenter, pour être de 4 % en 2005, tandis qu'au Nigéria, elle devrait s'accélérer et atteindre 7 %. Dans la plupart des pays subsahariens producteurs de pétrole, la persistance de recettes pétrolières élevées et la progression de la consommation publique et privée devraient soutenir des taux de croissance élevés en 2005 et 2006. Par contraste, la persistance de tensions politiques en Côte d'Ivoire et au Zimbabwe et une diminution de la production de pétrole au Gabon auront des effets négatifs sur la croissance en 2005 et au-delà.

En *Asie de l'Est*, la croissance devrait se ralentir, passant de 7,5 % en 2004 à 6¾ % en 2005, du fait de l'affaiblissement de la conjoncture dans les pays développés, la persistance de prix élevés du pétrole l'an dernier et de l'appréciation de certains taux de change. Une décélération est attendue dans presque tous les pays, mais la croissance restera élevée. En particulier, en Chine, l'économie devrait connaître une expansion de 9 % environ par an, emportée par de fortes exportations et par la persistance de niveaux élevés d'investissement, mais les mesures

administratives restrictives et l'existence de goulets d'étranglement au niveau des infrastructures et de l'offre de matières premières devraient limiter la croissance en 2005 et 2006.

En *Asie du Sud*, la plupart des pays devraient retrouver leur forte croissance des deux dernières années, à l'exception de ceux qui ont subi les effets du raz-de-marée de décembre 2004. La reprise, dans ces derniers pays, est prévue en 2006. Une nette reprise dans l'agriculture et la vigueur de la consommation intérieure et de l'investissement devraient compenser une décélération de la croissance des exportations découlant du ralentissement de la conjoncture dans les pays développés. Dans la région, le principal moteur de la croissance demeure le secteur industriel, en particulier la production manufacturière. Le taux d'investissement fixe brut dans les principaux pays a nettement augmenté en 2004 et continuera en 2005. Le secteur des services obtient également de bons résultats, en particulier en Inde, où l'informatique et la délocalisation de certains services aux entreprises devraient connaître une croissance de l'ordre de 30 % par an à moyen terme.

En *Asie occidentale*, la croissance économique obtenue ces deux dernières années devrait en grande partie se poursuivre. Dans les pays exportateurs de pétrole, le fait que les cours du pétrole devraient rester à leur haut niveau actuel continuera à fortifier les équilibres budgétaires et extérieurs et à stimuler la demande intérieure. Les secteurs non pétroliers devraient également connaître une activité robuste dans beaucoup de ces pays, ce qui aidera à entretenir la croissance à mesure que le secteur pétrolier se rapproche de sa pleine capacité et que les cours du pétrole s'affaiblissent quelque peu à moyen terme. Les pays de la région qui sont des importateurs nets de pétrole devraient connaître une croissance de 5¼ % en 2005, après 6,5 % en 2004. Ces pays profitent indirectement de la croissance des recettes pétrolières de la région, par un renforcement de leur secteur touristique et par des apports de capitaux provenant des pays exportateurs de pétrole, ainsi que du rétablissement des liens commerciaux et des liens dans le secteur des services avec l'Iraq. Une plus grande confiance, résultant en partie de l'amélioration de la situation politique et de la sécurité, est un facteur qui explique la vivacité de la demande intérieure et les apports financiers dans toute la région. Néanmoins, certains risques, à cet égard, subsistent, en particulier du fait des incertitudes qui entourent la stabilisation de la situation en Iraq.

En *Amérique latine et les Caraïbes*, la croissance ralentira, après avoir vivement repris en 2004, sous l'effet de la modération de la demande extérieure, d'un resserrement de la politique économique et du fait que les pays qui sortent d'une crise retrouvent une croissance plus modérée. La conjoncture extérieure, pour les pays de la région, sera moins favorable, du fait du ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux de la région et de la tendance récente à la hausse des cours des matières premières exportées. Cependant, la demande intérieure gardera un certain élan et compensera en partie le ralentissement des exportations des pays importateurs nets de combustibles fossiles de la région. Pour cette raison, c'est le cône Sud qui devrait connaître, dans la région, la croissance la plus rapide. En Amérique centrale, elle devrait au contraire être la plus faible, du fait du ralentissement de la demande aux États-Unis d'Amérique. Les pertes de production dues aux catastrophes naturelles en 2004-2005 dans les pays des Caraïbes ont été compensées par d'importantes recettes touristiques, qui résultent en partie d'un recul relatif des destinations asiatiques.